Le bulletin de l'Association humaniste du Québec

Québec humaniste

Volume 8, No 3, 2013

Contenu de ce numéro:

-Analyse géopolitique de la religion
Rodrigue Tremblay p. 1

-Non ! aux écoles religieuses
Andréa Richard p. 9

-L'utopie anarchiste
Benjamin Gingras p. 13

-Diderot romancé
Lincourt expliqué par
Pierre Cloutier p. 17

-Religion vs humanisme
de Grayling, lecture
de Michel Pion p. 19

-Le Marx de Pena-Ruiz
Compte-rendu de
Claude Demers p. 21

Rédacteur en chef:
Claude M.J. Braun

Le problème avec les religions politiques: réflexion humaniste sur les religions, les guerres et les conflits géopolitiques

Rodrigue Tremblay

Ex ministre du Parti Québécois, économiste et membre de l'Association humaniste du Québec, auteur du livre « Le Code pour une éthique globale, vers une civilisation humaniste », Liber 2009

Été 2013

« La religion diabolise la science, se fait complice de l'ignorance et de l'obscurantisme. Source de haine, de tyrannie et de guerres, la religion met notre monde en danger. » Christopher Hitchens (1949-2011) auteur britano-américain, (auteur de « God Is Not Great: How Religion Poisons Everything », 2007)

« La religion est considérée par les gens ordinaires comme vraie, par les sages comme fausse, et par les dirigeants comme utile. » Sénèque le Jeune (c. 3 BC - 65 AD) Philosophe romain

« Je dis tout à fait délibérément que la religion chrétienne, telle qu'elle est organisée dans ses églises, a été et est toujours l'ennemi principal du progrès moral dans le monde. » Bertrand Russell (1872–1970) Prix Nobel de Littérature (1950), auteur de « Why I am not a Christian », 1927)

« Je pense qu'à tout prendre l'influence morale de la religion a été terrible. Avec ou sans religion, les bonnes gens peuvent bien se comporter et les mauvaises gens peuvent faire le mal. Mais, pour que des personnes bien fassent le mal, cela exige l'influence de la religion. » Steven Weinberg (1933-) Prix Nobel de Physique, (« Facing Up », 2001)

« Les fous les plus dangereux sont ceux créés par la religion, et ... ceux dont c'est le but de perturber la société savent toujours comment en faire bon usage à l'occasion. » Denis Diderot (1713-1784) Philosophe français et encyclopédiste, auteur de L'Encyclopédie, 1751-1772), (Conversations avec une dame chrétienne, 1777)

Introduction

Le monde a un problème présentement avec les religions politiques. Elles sont une source de perturbations, de troubles, de terrorisme, de persécutions, de massacres, de conflits insolubles et de reculs de civilisation. Leurs codes moraux sont dépassés et remplis de contradictions.

Quand une religion est avant tout éthique et personnelle, comme c'est surtout le cas avec les religions orientales, tel le confucianisme, le bouddhisme, le taôisme, le zoroastrisme, etc., il y a peu à redire parce que cela relève d'un choix personnel. Des personnes peuvent y trouver une identité, du réconfort, de la spiritualité et même un guide de vie. L'accent y est alors mis sur l'excellence individuelle et le développement humain dans la recherche du plus grand bien des individus et de la société idéale, sans s'en remettre à des dieux abstraits et anthropomorphiques qui prennent parti et qui se vengent.

Mais quand une religion organisée et structurée, avec ses dogmes absolus et totalitaires, se donne une mission prosélyte et politique, comme c'est le cas avec les versions les plus extrêmes du judaïsme, du christianisme et de l'islamisme — les trois religions abrahamiques — cela concerne l'ensemble de l'humanité. L'histoire enseigne que lorsque de telles religions politiques extrémistes s'emparent du pouvoir, le premier geste de leurs dirigeants est d'abolir toute une série de libertés et de droits fondamentaux: liberté de pensée, liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté de conscience, liberté de culte, liberté démocratique d'élire le gouvernement, liberté de la presse, liberté d'association et liberté de réunion pacifique. C'est l'avènement du totalitarisme religieux et de l'esclavage de la pensée. Cela n'est pas peu dire.

Un peu d'histoire: les politiciens anciens et les religions politiques

Ce qui rend les religions extrémistes d'essence politique dangereuses, c'est leur tendance à s'associer aux éléments les plus réactionnaires d'une société et de partager avec eux un pouvoir oppressif contre le peuple, que ce soit le pouvoir militaire ou le pouvoir autocratique. Les régimes théocratiques et les empires dictatoriaux et les royautés totalitaires ont été de cette nature tout au long de l'histoire.

En effet, de tous temps, les dirigeants anti-démocratiques ont trouvé dans les religions établies des alliés sûrs et des instruments commodes pour assoir leur légitimité et leur autorité sur les populations. En contrepartie, les leaders religieux ont voulu généralement voir désigner leur culte religion officielle d'un pays ou d'un empire avec tous les privilèges et les prérogatives qu'un tel monopole peut conférer à ceux qui en jouissent.

Ainsi, quand l'Empire romain était déjà en déclin, au début du IVe siècle de notre ère, l'empereur Constantin (272-337) pensa faire un bon coup quand il s'associa au mouvement christianiste ascendant, même si au début ce dernier était un mouvement pacifiste qui cadrait mal avec un empire militaire en guerre perpétuelle.

En l'an 313, en effet, Constantin entreprit de consolider l'unité de son empire en plaçant le Dieu chrétien au-dessus de son rôle d'Empereur à l'instar du dieu romain précédent Sol Invictus (Soleil invaincu), consacrant ainsi l'alliance entre le pouvoir impérial et le nouveau pouvoir religieux.

L'échange de bons procédés consista alors pour l'Église chrétienne du temps à considérer l'empereur romain comme 'désigné par Dieu', le soutirant ainsi au contrôle et au besoin, à la colère du peuple, tandis que l'empereur accordait à la religion nouvellement favorite divers privilèges et une exclusivité de contrôle sur les personnes. Constantin alla même jusqu'à organiser lui-même, en 325, le premier concile de Nicée, considéré comme le premier concile œcuménique du christianisme. C'est ainsi que la religion chrétienne, d'illicite qu'elle avait été pendant trois siècles, devint un rouage fonctionnel de l'État impérial romain et l'une de ses principales assises, avec l'armée, de son pouvoir.

Flauius Valerius Aurelius Constantinus est né à Naissus en Mésie (aujourd'hui Niš en Serbie) en 272. Il est proclamé 34e empereur romain sous le nom Constantin Ier en 306 par les légions de Bretagne. Il est mort en 337.

Pendant presque quinze cents ans, c'est-à-dire jusqu'à la Révolution française de 1789, laquelle proclama que le pouvoir politique venait du peuple et non pas de déités abstraites, ce sera le précédent auquel les rois et les empereurs européens auront recours pour assoir leur autorité absolue sur les peuples et justifier leur légitimité non démocratique.

En 392, l'empereur Théodose Ier (347-395) franchit un pas décisif et décréta que le christianisme allait devenir la seule religion officielle de l'empire romain tandis que les autres religions étaient formellement interdites. Le christianisme d'État était né, et la fusion entre le pouvoir impérial romain et le pouvoir chrétien était complétée. Cet empereur en profite aussi pour abolir les Jeux olympiques, en partie à cause de la nudité du corps des compétiteurs, le culte du corps et la nudité étant dénigrés par le christianisme. Pour clore le tout, l'Église chrétienne plaça les deux empereurs romains Constantin et Théodose Ier dans son catalogue des saints.

Malheureusement pour l'empire romain, sa fusion avec la hiérarchie chrétienne fut suivie de multiples invasions et pillages barbares (l'empire romain d'Occident cessera même d'exister à partir de l'an 476), et elle donna suite à une période de chaos, de dislocation et de guerres, une des plus sombres de l'histoire européenne, que l'on désigne sous le vocable d'Âge des Ténèbres, laquelle perdura pendant 600 ans, soit jusqu'aux environs de l'an 1000.

Les penchants religieux extrémistes de certains politiciens canadiens et les menaces à la démocratie

Quand un 'born-again' évangélique comme Stephen Harper, copiant en cela un George W. Bush 'born-again' aux États-Unis, et un membre de la secte évangélique 'Christian & Missionary Alliance', consacre $5 millions de fonds publics à la création d'un "Bureau de la liberté religieuse" (avec ambassadeur, bureau et budget) pour faire jouer au gouvernement canadien un rôle de théologien à travers le monde, il le fait peut-être parce qu'il croit qu'il y a de 'bonnes' et de 'mauvaises' religions, mais il le fait aussi pour s'attirer les faveurs politiques, électorales et médiatiques de certains électeurs et bailleurs de fonds férus de guerres de religion, notamment au Moyen-Orient.

Côté religion, peu de Canadiens savent que leur Premier ministre est, comme George W. Bush, un adepte d'une secte évangélique. Plusieurs de ses députés conservateurs de l'Ouest canadien sont de la même mouture. Un livre de Marci McDonald (The Armageddon Factor: The Rise of Christian Nationalism in Canada) décrit bien le phénomène. L'influence de certains pasteurs évangéliques sur des décisions du gouvernement Harper, allant même jusqu'à influencer des projets de loi, a été bien documentée dans un article de Hélène Buzzetti dans l'édition du journal Le Devoir du 7 avril 2011 et intitulé « Des fous de Dieu chez les conservateurs ». On y apprend, entre autres révélations délirantes, que plusieurs députés conservateurs rejettent la théorie de l'évolution des espèces parce que contraire à leur religion. On se croirait au temps de Galilée quand ce dernier fut condamné par l'Église catholique, le 22 juin 1633, parce

qu'il avait découvert que la Terre tournait autour du Soleil, ce qui contredisait les textes religieux supposément infaillibles !

Mais la politique partisane s'en mêle aussi. Quand le 'born-again' Stephen Harper a créé son bureau religieux à Ottawa, à toute fin pratique, seuls les journaux anglophones de la plus grande chaîne canadienne de journaux, fondée par Izzy Asper (appelée autrefois Canwest et aujourd'hui Postmedia Network), et possédant, entre autres, le National Post de Toronto, l'Ottawa Citizen, le Montreal Gazette, le Windsor Star, le Calgary Herald, le Edmonton Journal et le Vancouver Sun) appuyèrent cette incursion du gouvernement Harper dans la politique religieuse internationale. Il ne faut pas se surprendre. Les épanchements religieux extrémistes de Harper le porte à accorder un soutien aveugle à l'état d'Israël. La secte à laquelle il appartient prétend, en effet, un retour imminent de Jésus-Christ sur terre, et l'état hébreu est au centre de ce genre d'élucubrations. Ainsi donc, les calculs électoraux ne sont jamais bien loin dans les effusions religieuses de certains politiciens aux idées délirantes. Celles-ci, cependant, ont des conséquences concrètes sur les politiques qu'adopte le gouvernement Harper en notre nom.

Très souvent, cependant, quand des religieux extrémistes s'insèrent en politique, ils se prévalent de la liberté qui est garantie dans nos régimes démocratiques, en vertu de nos principes et de nos constitutions, mais lorsqu'ils obtiennent une majorité dans quelque pays que ce soit, ces mêmes personnes n'hésitent point à abolir les libertés démocratiques, en vertu de leurs propres principes religieux.

L'histoire et l'expérience contemporaine nous enseignent, en effet, que lorsqu'une religion politique organisée, comme l'islam, contrôle une majorité de la population dans un pays donné, il est pratiquement impossible que la démocratie puisse y survivre ou s'y implanter. Il n'y a, en pratique, aucun pays à majorité musulmane qui soit une véritable démocratie. C'est que la démocratie ne peut fonctionner avec des gens qui ne croient pas en elle par idéologie religieuse. En fait, on ne peut utiliser la religion, quelle qu'elle soit, pour faire de la politique sans mettre en péril la démocratie et la stabilité sociale.

Les religions politiques les plus extrémistes sont, par essence, hostiles à la démocratie et au principe que les gouvernements ne sont redevables qu'au peuple et non aux théocrates qui prétendent parler au nom de divinités abstraites. Dans les pays où une religion politique domine, en effet, les compromis sont difficiles sinon impossibles. Ce que les extrémistes religieux recherchent, ce n'est pas la démocratie mais le pouvoir absolu. Assez rapidement, le tout bascule vers une dictature larvée, sinon vers une dictature théocratique, comme c'est le cas aujourd'hui en Iran et en Arabie saoudite.

Les religions politiques: instruments de torture et de guerre dans l'histoire

Personne ne peut contester que les religions politiques aient été des instruments de torture intellectuelle et physique et de guerre dans l'histoire humaine. C'est un fait historique incontestable. Leurs livres "saints" incitent ouvertement à tuer, à mutiler et à anéantir les "infidèles", c'est-à-dire tous ceux et celles qui s'opposent à leurs projets de conquête et d'asservissement.

En général, quand des individus ont plus de loyauté à leur religion qu'à leur pays, c'est le début d'une désintégration sociale et politique avec des conséquences à long terme qui ne peuvent qu'être néfastes.

Remarquez bien, quelque chose s'y approchant a prévalu dans la chrétienté après le 4ème siècle, quand l'Église et le Trône ont formé d'étroites alliances, le clergé confirmant le pouvoir des rois et des empereurs, et l'aristocratie riche et puissante protégeant la hiérarchie religieuse, elle aussi riche et puissante. C'est seulement avec l'avènement de la Renaissance que l'Europe chrétienne a commencé à s'accommoder de la démocratie comme forme la plus humaniste de gouvernement.

Et quand une telle intransigeance est codifiée dans des livres sectaires que certains considèrent "saints", on n'est pas loin en effet de la folie collective. En effet, les extrémistes de toutes les religions peuvent trouver des passages dans leurs livres saints qui encouragent la violence contre les autres. Les contradictions abondent. Qu'il suffise de dire que ces extrémistes négligent d'autres enseignements de leur livre saint au sujet de la paix, de la justice, de la bonté, de la courtoisie et de la compassion envers les autres, pour se concentrer sur des admonitions qui appellent à l'intolérance, à l'agression et au meurtre contre les supposés infidèles.

Il n'est pas étonnant que les chefs terroristes usent du masque de la religion pour diaboliser leurs ennemis et pour revêtir leurs cruautés et leurs atrocités d'une pieuse justification. On terrorise et on tue au nom de Dieu ou d'Allah.

La couverture de la religion pour justifier le terrorisme, particulièrement le terrorisme suicidaire, et le massacre d'innocents, a aussi l'avantage de faciliter le recrutement des soi-disant martyrs et des fanatiques, sinon des individus tout à fait dérangés, qui ne seraient pas aussi facilement mobilisés pour une cause étroitement politique. Ce peut être une raison pour laquelle le terrorisme d'aujourd'hui basé sur la religion est plus meurtrier et plus dévastateur que le terrorisme reposant avant tout sur le nationalisme politique d'il y a cinquante ou soixante ans, lors des soulèvements de libération nationale. Avec les religions politiques les plus extrémistes, c'est un nouveau barbarisme qui se déchaîne sur le monde.

Les religions politiques extrémistes et les conflits qui perdurent

Le mélange de la religion et de la politique est explosif. Il l'a été de tous temps et il l'est encore aujourd'hui. Cet amalgame fausse le jugement et mène à des folies collectives. Comme l'a bien dit Voltaire (1694-1778), « ceux qui peuvent vous faire croire à des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités ».

En effet, l'intransigeance qui repose sur des mythes religieux est sans doute une cause principale de conflits latents entre les êtres humains. Une telle intransigeance, lorsqu'elle s'appuie sur des convictions religieuses absolutistes ou sur des élucubrations délirantes, ne laisse en pratique aucune place aux compromis et à la réconciliation. Tout est noir ou tout est blanc. Il n'y a pas de juste milieu.

Toutes les religions prosélytes telles que l'islam et le christianisme, ou ethnocentriques telle que le judaïsme, tendent à mélanger la politique et la religion parce que l'un de leurs objectifs est de contrôler comment les gens pensent et se comportent. Le contrôle des esprits, voilà l'objectif ultime.

Sur ces points, je dirais que l'islam (soumission ou reddition, en arabe) ne s'en tire pas bien, en général, parce qu'il s'agit d'une religion politique qui tend à institutionnaliser une symbiose entre la politique et la religion. C'est une religion qui tend, au moins théoriquement, à concentrer l'autorité temporelle et spirituelle dans une seule entité. Structurellement, dans l'islam, le Calife religieux et le Cheikh politique sont censés être la même personne, exerçant des pouvoirs spirituels et politiques sur le peuple.

C'est pourquoi, beaucoup de conflits entre les humains ont comme toile de fond des religions politiques. Ce n'est pas parce que les grandes religions politiques ont proposé de meilleures philosophies et de meilleurs codes moraux qu'elles se sont imposées dans de nombreux pays. Ce fut plutôt par le recours aux armes et aux guerres que ce fut fait. La supériorité des armements a joué un rôle beaucoup plus grand que les idées dans l'érection d'empires religieux.

Officiellement, la dernière guerre de religion s'est produite en Europe de 1618 à 1648, opposant des rois catholiques et des rois protestants. Ce fut la guerre de Trente ans (1618-1648). Elle prit fin avec la Paix de Westphalie, un traité qui posa les balises de paix que l'on retrouve dans la Charte des Nations Unies de 1945.

Mais auparavant, il y avait eu les fameuses Croisades du Moyen Âge, une série de pèlerinages armés, récompensés par des Indulgences et prêchés par le pape. Celles-ci opposaient le monde chrétien et le monde musulman et tournaient autour de la question de savoir qui allait contrôler la Terre sainte.

Les premières Croisades (1095-1291) eurent comme objectif militaire de réoccuper une partie des terres perdues lors de l'expansion arabe du IXe Siècle, et ainsi que de rendre la ville de Jérusalem accessible au pèlerinage chrétien. Les Croisades se muèrent finalement en expéditions contre les "hérétiques" qui menaçaient le pouvoir politique du pape. Ainsi, la croisade des Albigeois (1208-1229) (ou croisade contre les Albigeois) est une croisade proclamée par le Pape Innocent III contre l'hérésie du catharisme, concentrée dans le Sud de la France. C'est à cette occasion que le représentant dominicain du Pape, Arnaud Amaury, déclara en 1209 au général en charge des armées chrétiennes qui se demandait comment distinguer les chrétiens des albigeois dans la ville de Béziers: "Tuez-les tous. Dieu reconnaîtra les siens!"

Toutes ces guerres sur fond de religion avaient été précédées par les conquêtes militaires musulmanes. En effet, l'histoire de l'expansion de l'islam, avec ses concepts de califat, d'oumma, de dâr al-harb et dâr al-islam, passe à travers les conquêtes militaires. De l'Arabie, en passant par l'Iran, jusqu'en Afrique, c'est l'épée qui a servi de soutien au colonialisme islamique religieux. Après la conquête de La Mecque par les musulmans en 630, et malgré le fait que l'islam comme tel se scinda en plusieurs branches dès la mort de son Prophète en 632 (sunnisme, chiisme, kharidjisme), c'est une dynastie de califes armés, les Omeyyades, qui gouvernèrent le monde

musulman à compter de 661. Cet empire musulman s'étendit alors de l'Indus jusqu'à la péninsule Ibérique. Et on sait que ce ne sera qu'en 1492 que l'Espagne de la royauté catholique de Ferdinand et d'Isabelle se débarrassera par les armes de la tutelle musulmane, l'obscurantisme chrétien remplaçant alors l'obscurantisme musulman.

Aujourd'hui encore, au vingt-et-unième siècle, on retrouve ce même conflit entre l'islam, d'une part, et le judaïsme et la chrétienté, d'autre part, surtout depuis la création de l'état d'Israël en 1948. Les guerres à répétition au Moyen Orient sont à la fois des guerres de religion, des guerres territoriales et des guerres pour le pétrole de la région. Aux États-Unis, outre les néoconservateurs pro Israël, les principaux propagandistes des guerres au Moyen Orient sont les sectes évangéliques.

En dépit des leçons de l'histoire, des politiciens incompétents et/ou corrompus et/ou ignorants ont depuis quarante ans dans les pays occidentaux ouvert les portes à une immigration islamique massive et non ciblée, laquelle est très difficile à intégrer socialement, culturellement et économiquement.

En effet, il existe une incompatibilité structurelle entre l'islamisme et la laïcité humaniste et démocratique, essentiellement parce que l'islam est un système politique envahissant et totalitaire, avant d'être une religion. C'est le cas, entre autres, de tous ces regroupements fondamentalistes dans les pays occidentaux qui sont dominés et subventionnés par le wahhabisme saoudien et d'autres courants dits salafistes. Ne nous méprenons point sur les sources de financement de toutes ces mosquées et madrassas qui poussent en territoire européen et nord-américain. Un tel envahissement extérieur est une menace directe à la civilisation occidentale.

Comment les générations futures composeront avec cet héritage empoisonné qui menace les fondements mêmes de la civilisation occidentale reste à voir. Tôt ou tard, la marmite expérimentale des politiciens et des bien-pensants fondée sur le multiculturalisme sautera en Europe et en Amérique du nord.

Un exemple contemporain: les visées religieuses dans le conflit israélo-palestinien

Prenons comme exemple le fameux mythe juif qui consiste à vénérer un livre qui proclame la supériorité d'un peuple sur tous les autres. Un tel mythe est à l'origine de multiples dérives à travers l'histoire et sert encore de toile de fond au sempiternel conflit qui oppose l'état hébreu au peuple palestinien depuis plus de soixante ans.

On n'a qu'à commencer avec la Bible que le Judaïsme et le Christianisme utilisent encore comme guide moral. La Torah judaïque, soit les cinq premiers livres de l'Ancien Testament (Genèse, Exode, Lévitique, Nombres, et Deutéronome) avec ses 613 commandements et enseignements, de même que le Talmud dont il représente le versant oral, sont des références qui ont servi de tous temps de charte historique, mythique et doctrinale au peuple juif.

Ces textes contiennent cependant des passages et des interprétations qui ne sont pas loin d'être des incitations à la haine raciale et à la violence, certains rabbins orthodoxes s'y référant même à l'occasion pour appeler les Juifs au meurtre des non-Juifs. Par exemple, l'Association des rabbins pour le peuple et territoire israélien émit une directive religieuse selon laquelle la Torah permettait le bombardement et l'extermination des populations palestiniennes, justifiant ainsi à l'avance les bombardements israéliens de la bande de Gaza à la fin de 2008. ("During time of war: Enemy has no innocents", Jerusalem Post, July 12, 2006)

Partant du postulat commode qu'ils sont, de tous les peuples, celui qu'un dieu abstrait et inexistant appelé Yahvé aurait "choisi", on présume comme favori, certains Israéliens d'aujourd'hui s'accordent des droits qu'ils refusent aux autres, notamment les Palestiniens qui vivent sur le même territoire qu'eux. Ils se réfèrent au fameux passage de leur livre saint, la Torah que les chrétiens appellent la Bible (Ancien Testament):

« Car tu es un peuple saint les Israélites, consacré à l'Éternel ton Dieu ; l'Éternel ton Dieu t'a choisi, afin que tu sois pour lui, un peuple qui lui appartienne en propre, d'entre tous les peuples qui sont sur la face de la terre ». — (Deutéronome 7:6).

Cet extrémisme judaïque rencontre l'extrémisme islamique : « Les musulmans doivent éduquer leurs enfants au Jihad. C'est le plus grand avantage de la situation : instruire les enfants au Jihad et à la haine des juifs, des chrétiens, et des infidèles ; éduquer les enfants au Jihad et à la renaissance des braises du Jihad dans leurs âmes. C'est ce qui est nécessaire maintenant » Cheikh Mohamed Saleh Al Munajjid, un imam d'Arabie Saoudite.

Ou encore: "Nous appelons chaque musulman qui croit en Allah (Dieu) à tuer les Américains et à piller leurs richesses, où que ce soit, dès que possible." Oussama Ben Laden, 1998.

Quand des populations font reposer leur vision du monde sur de telles élucubrations, lesquelles ne sont pas loin d'être des hallucinations collectives, les conflits deviennent insolubles. Une pérennité de conflits en découle.

Le message historique est donc clair : si l'humanité, et surtout l'Occident et l'Europe, n'ont pas la sagesse ou le pouvoir de se libérer du carcan moral dépassé des religions politiques, ils rencontreront, au cours des prochains siècles, des difficultés croissantes dans ce monde de plus en plus globalisé. En effet, les religions politiques ont peu ou rien à dire pour éviter les guerres meurtrières. Au contraire, quand elles ne les encouragent pas ou ne les attisent pas ouvertement, elles s'en accommodent fort bien.

Sceau de l'Inquisition espagnole. Celle là fut une des entreprises les plus totalitaires et terroristes de l'histoire de l'humanité

Les persécutions religieuses et les atteintes à la liberté

Les religions extrémistes politisées sont un fléau humanitaire. Elles sont une menace constante à la démocratie et aux droits humains fondamentaux partout où elles s'implantent et prennent le pouvoir. Elles sont, en particulier, des instruments d'assujettissement des femmes en les traitant systématiquement en inférieures.

Elles sont coupables d'innombrables actes de violence au cours de l'histoire. Elles ont créé l'Inquisition et l'excommunication catholiques et les fatwas, les jihads (guerres saintes et génocides) et la Charia islamique pour imposer la discrimination, pour ostraciser, pour opprimer, pour persécuter et pour violenter les personnes en fonction de leurs croyances ou de leurs non croyances religieuses, quand ce n'est point en fonction de leur sexe. Si la raison et la logique dictaient vraiment nos positions, il y a longtemps que ces religions totalitaires auraient été décrétées hostiles à la démocratie et à la liberté.

Il faut se rappeler que dans le passé, l'excommunication catholique était, en pratique, une condamnation à mort puisque la victime perdait tous ses droits fondamentaux. L'Inquisition catholique ne fut en fait qu'une extension du châtiment de l'excommunication.

Pendant plus de six cent ans, en effet, l'Église catholique a poursuivi en Europe une politique de persécution systématique des personnes qui mettaient en doute son autorité absolue sur les esprits. C'est ainsi que pendant des siècles, l'Inquisition catholique a été responsable de la mort de milliers de personnes dont le seul crime fut celui d'avoir suivi leur conscience et d'avoir été fidèles à leurs convictions personnelles. Certains savants, comme Galilée, n'échappèrent à sa vindicte qu'en s'excusant du bout des lèvres pour leurs découvertes scientifiques. La tyrannie religieuse était omniprésente.

Alors que l'Inquisition catholique a pris fin au début du dix-neuf siècle et est un mauvais souvenir, l'islamisme semble, par contre, avoir pris la relève. En effet, la dérive islamiste sert encore à opprimer des populations entières et elle demeure de nos jours la principale source de terrorisme aveugle dans le monde.

Les textes de son livre "saint", le Qur'an (Coran), et de ses Hadiths, sont remplis d'appels à la haine et à la violence que certains récusent mais que d'autres esprits faibles prennent pour des incitations à faire le mal. Ces extrémistes sont contre la liberté de pensée, contre la liberté de conscience et contre la liberté de parole. Ils s'opposent aux droits des femmes. Ce qu'ils recherchent de tous temps, c'est l'esclavage des personnes pour assoir leur pouvoir totalitaire. Il est donc vrai que la liberté est toujours à reconquérir parce que les tyrans et les désaxés sont toujours à l'affût de la brimer.

Par exemple, dans le Qur'an (Coran), un Allah cruel et impitoyable ordonne aux musulmans de terroriser les non musulmans : « Combattez-les (les non musulmans). Allah, par vos mains, les châtiera, les couvrira d'ignominie, vous donnera la victoire sur eux et guérira les poitrines d'un peuple. » (Sourate 9:14)

Ou encore: « Je vais jeter l'effroi dans les cœurs des mécréants (non musulmans). Frappez donc au-dessus des cous et coupez le bout de leurs doigts.... —Ce n'est pas vous qui les avez tués : mais c'est Allah qui les a tués. » (Sourate 8:12, 17)

Si de tels livres délirants étaient publiés aujourd'hui, ils seraient sans doute condamnés pour incitation à la haine raciale et au meurtre. Néanmoins, certaines personnes s'y réfèrent encore et croient intégralement à chaque mot qu'on y trouve, sans doute sans trop réfléchir sur la portée des incitations à la violence et au meurtre que de tels livres, dits saints, contiennent.

Conclusion : Les religions extrémistes dans les sociétés démocratiques et pluralistes

Puisque notre perspective sur le monde influence comment nous nous comportons face aux autres, on doit évaluer tout code moral, d'où qu'il vienne, à partir de la façon dont ses adhérents traitent les autres et si oui ou non son application améliore la vie des gens. Si ceux qui le suivent ont peu de regard pour les autres, et si leurs valeurs morales finissent par abaisser la qualité de vie d'autrui, on est en présence d'un mauvais code moral ; si, par contre, ceux qui y adhèrent ont de la considération et de la compassion pour les autres, les traitent avec dignité et respect, et que cela résulte en une amélioration de la qualité de vie du plus grand nombre, on dira alors qu'il s'agit d'un bon code moral.

Sur ce plan, le passé des religions prosélytes politisées n'est guère reluisant. Certaines se sont assagies, mais d'autres, tel l'islamisme militant, continuent à faire des ravages.

Malgré leurs prétentions *pro domo*, les organisations religieuses n'ont rien de surnaturel. Elles sont toutes fondamentalement et sans exception des groupes d'intérêts bien humains qui font la promotion de leur vision du monde et leur conception du bien et du mal. En effet, toutes les religions sont des inventions humaines situées dans le temps, lesquelles sont le reflet des traditions et des superstitions de leur milieu. Elles sont en général dominées par des hommes bien en chair et en os. Leur code moral et leurs théories et leurs dogmes doivent être analysés sous cet angle, jugés dans les résultats concrets de leurs applications et, au besoin, réfutés.

Par dessus tout, lorsque de tels groupes d'intérêts veulent imposer leur hégémonie envahissante à l'ensemble de la société et proposent de suspendre les droits démocratiques de tous au nom de leurs doctrines, il est du devoir de tout démocrate et de tout humaniste de les dénoncer et de les combattre.

Je conclus finalement en réaffirmant qu'il n'est pas nécessaire d'être religieux pour être moral. Au contraire, être fanatiquement religieux est en fait une façon répréhensible d'être immoral. C'était d'ailleurs la conclusion centrale de mon livre « Le Code pour une éthique globale ».

—Néanmoins, en théorie du moins, il n'y a pas nécessairement d'antagonisme irréconciliable entre l'humanisme comme philosophie humaine universelle et les religions en tant qu'expériences humaines personnelles. Ce n'est que lorsque certaines religions deviennent des mouvements politiques agressifs, totalitaires et oppressifs qui piétinent la liberté et la dignité humaines qu'elles deviennent hostiles à la vision humaniste du monde.

En d'autres termes, ce n'est que lorsque certaines versions extrémistes et totalitaires des religions se tournent contre l'humanité qu'il peut y avoir une discordance entre l'humanisme et les religions extrémistes et qu'il devient impérieux de les combattre.

Opposons-nous à l'accréditation gouvernementale d'écoles religieuses

Andréa Richard, ex-religieuse carmélite et membre de l'Association humaniste du Québec

NDLR C'est de longue date que notre camarade Andréa Richard se préoccupe des scandales sexuels de l'église Catholique. Elle en fut témoin de première loge. Toutefois, c'est en lisant l'annonce récente de l'archévèque Marc Lépine stipulant son intention d'ouvrir de nouvelles écoles de niveau post secondaire pour produire des soeurs et des prêtres qu'elle n'a pu retenir son opposition. Andréa explique ici comment fonctionnent les psychismes des hommes formant une immense conspiration de pédophilie allant du curé de campagne juqu'à la tête du Vatican. Une telle organisation, selon Andréa, n'a pas la crédibilité d'ouvrir une école qui puisse être accréditée de quelque façon que ce soit par l'État québécois.

Des faits

En 1984, a commencé aux États-Unis, suivis par 23 pays, la dénonciation des abus sexuels et des violences sur des mineurs, des femmes et des religieuses par des prêtres, religieux et évêques de l'Église Catholique. Le Père Thomas Doyle, devenu l'avocat de l'ambassade du Vatican à Washington, fut informé des agressions exercées par des prêtres sur des mineurs. Il a ensuite fait un rapport explosif dénonçant les évêques américains, ce que l'Église n'a pas apprécié. Le renouvellement de son contrat à l'ambassade, fut refusé. Par la suite, il s'occupa des victimes et témoigna dans plus de 200 procès, ayant interrogé deux mille victimes. Il a écrit de nombreux ouvrages dont un en collaboration avec Richard Sipe : *Sex, Priests, and Secret Codes, The Catholic Church's 2000 year Paper Trail of Sexual Abuse*. *(Volt Press, 2006).*

Récemment, le 27 juin dernier, un journal de la Suisse, *Le Matin*, et un autre de l'Italie, le *Corriere della Sera*, nous ont fait part d'un autre scandale à caractère sexuel. Cette fois, cela se passe au cœur même du Vatican. Neuf prélats du Vatican sont accusés de pédophilie, et un vaste réseau de pédophilie existe au sein même du Vatican.

Un rapport du « Comité des droits des enfants » de l'Organisation des Nations Unies (ONU) demandait en juillet 2013 au Pape François de révéler l'ampleur des crimes pédophiles commis par des officiels de l'Église Catholique. Ce comité n'est manifestement pas du tout satisfait des actions de la direction de l'Église Catholique à ce sujet jusqu'à maintenant.

Au détriment des enfants : le secret bien gardé

Le voile se lève et on découvre que des milliers d'enfants et adolescents ont été agressés et que cela existe depuis des siècles. Pourquoi n'a-t-on pas dénoncé avant? Le statut des clercs et religieux, ainsi que l'imposition du silence, sous peine d'excommunication, sont les causes principales.

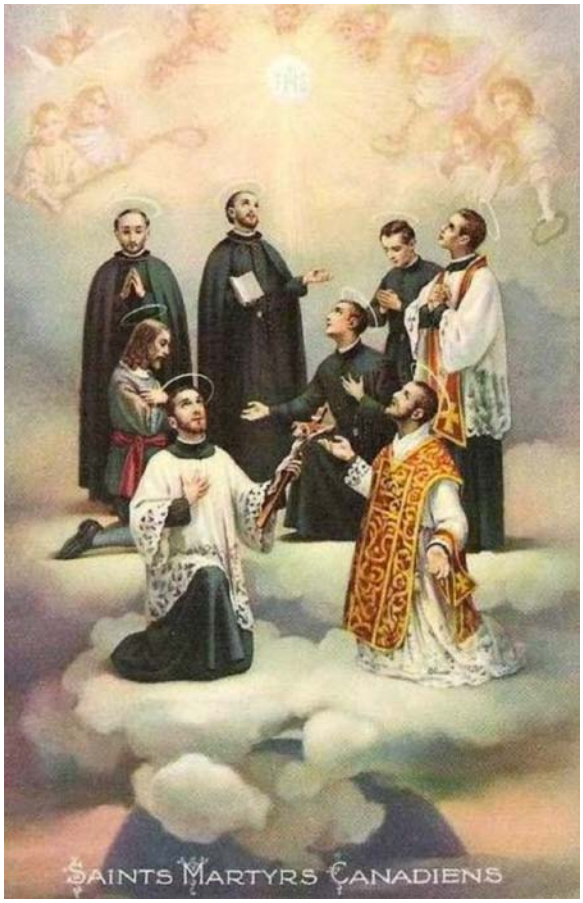
Carmelo Abbate, auteur du livre *Sexe au Vatican,* écrit :
«Le problème de fond, c'est l'effort intense fourni par les représentants de l'Église catholique, des sphères les plus basses aux sphères les plus hautes, pour couvrir les faits. Pour tout ce qui touche au domaine sexuel, des abus aux rapports consentis avec des adultes, les évêques s'efforcent de maintenir ces choses dans le plus grand secret possible. Ils usent de tout leur pouvoir et leur influence pour empêcher que tout sorte au grand jour. Je ne parle pas seulement des personnes directement intéressées, des victimes et de leurs familles, mais aussi des représentants des forces armées, de la police et de la presse. La police elle-même, surtout par le passé, était habituée à laisser les évêques se débrouiller, comme si les gens d'Église n'étaient pas soumis aux lois de l'état ou aux lois fédérales. Et les choses continuaient comme si de rien n'était.»

Question

Est-ce que des hommes pédophiles auraient choisi d'entrer en ces institutions religieuses, sachant qu'ils seraient proches des jeunes, et pourraient alors abuser d'eux en toute impunité? On peut se le demander.

Au dessus des lois

Puisqu'à l'époque, les gens étaient moins instruits et plus naïfs un endoctrinement religieux mur-à-mur faisait en sorte que la parole du pape était parole de foi et ne pouvait être remise en question. En effet, au sacerdoce, le pape et tous les clercs étaient, selon la doctrine, représentants de Dieu, appelés par Dieu lui-même. Ils se sont assignés des qualificatifs nobles : Sa Sainteté, Son Éminence le Cardinal, Son Excellence, Prélat domestique, Sa Majesté, Monseigneur, Très Révérendissime, Révérend Père, Père, Frère, Monsieur le Curé, Monsieur le Vicaire, Père Supérieur, Directeur Spirituel, Frère Directeur. Des titres glorieux qui incitaient le peuple, à les couronner saints et ce, de leur vivant! Tout cela faisait en sorte, qu'eux-mêmes croyaient qu'ils étaient des appelés et privilégiés de Dieu, qu'ils étaient les membres d'une caste supérieure aux laïcs, et ainsi que tout pouvait leur être permis sans que justice s'en mêle! Ils ne relevaient, selon eux, que de la justice de Dieu, et ils étaient au-dessus des lois. Alors, comment aurait-on pu les soupçonner de quoi que ce soit ?….



Cette composition, fournie que par Andréa Richard, illustre l'image d'eux-mêmes qu'ont les curés, prêtres et papes

Oser dire non au financement public d'écoles religieuses

Ainsi les clercs ont acquis, de la part de leurs fidèles, un respect, une admiration, une confiance absolue. À tout Seigneur tout honneur! En plus, leur parole était non celle d'un homme, mais la Parole même de Dieu. Encore aujourd'hui dans les églises, lorsqu'on lit les épîtres de Saint-Paul, de Saint-Jean, ou autres, on commence par dire solennellement, et en encensant la Bible, PAROLE DE DIEU. Je dirais que 80 % des canonisés, sont des papes, des évêques, cardinaux, prêtres et religieux. Il y a bien quelques religieuses, fondatrices de communautés religieuses, et un nombre infime de laïcs. Aux jeunes des collèges, scouts, confréries et séminaires, ce sont ces extrémistes religieux qui sont présentés comme modèles à imiter et à suivre. Comment ne pas réagir, lorsque Mgr Lépine, archevêque de Montréal, dit vouloir ouvrir, comme dans les années 1940-1950, des « écoles de la foi », dont l'objectif serait, pour les garçons, un appel à la prêtrise et, pour les filles, une propagande les incitant vigoureusement à devenir religieuses? Il faut que le Québec tout entier ose dire non! Car encore une fois, ce serait violer ces jeunes cerveaux en les endoctrinant.

Ils se croient supérieurs aux laics

Les clercs sont servis comme des rois et princes, par les femmes évidemment. Ces dernières n'ont jamais été considérées, hier et encore aujourd'hui, égales à ces hommes imbus d'eux-mêmes. Ces hommes ont été vénérés, adulés, protégés, financés, traités comme des Seigneurs méritant non seulement le respect, mais proposant qu'on baise l'anneau porté à leur doigt, que l'on s'agenouille devant eux pour obtenir leurs bénédictions, et au confessionnal, qu'on leur demande l'absolution des péchés commis, faisant d'eux des sauveurs pour préserver de l'enfer. Est-il étonnant, compte tenu de tout cela, que les laics soient considérés comme inférieurs ?

Une communauté religieuse, au nom des *Petites Sœurs de la Ste. Famille, nommée aussi les Servantes du Bon Dieu,* a été fondée dans le seul but de servir ces représentants de Dieu; dans des collèges, sanctuaires (les pères Ste. Croix); les évêchés, les presbytères et communautés de religieux. Une religieuse est assignée pour leur servir des repas copieux préparés par d'autres religieuses. Une autre religieuse est assignée pour laver et repasser leurs habits, d'autres le sont comme secrétaires ou infirmières pour prendre soin de leur santé, et j'en passe…

Des moutons et des loups

En cette bergerie de l'Église, parce que n'ayant aucune responsabilité familiale et financière, ces hommes demeurent d'éternels adolescents. Étant adulés, ils sont devenus des moutons et prêchent les dogmes et la sainte doctrine de l'Église sans questionner. La foi aveugle n'est-elle pas présentée comme une vertu ? Mais en cette bergerie, des moutons deviennent des loups dévorants. Qui fait trop l'ange, finit par faire la bête! Rendre sublime leur sexualité, a été un échec. Un livre de sœur Marie-Paule Ross, *Je voudrais vous parler d'amour et de sexe*, dévoile d'une façon flagrante, toutes les déviations sexuelles et scandaleuses des prêtres.

Sœur Ross donnait des cours aux prêtres, pour leur enseigner à sublimer leur sexualité! C'est fou! Cela reflète le rejet de la sexualité, du corps et ses besoins, même légitimes. Renier et combattre ainsi ce qu'il y a de plus naturel, pour garder la chasteté, provoquait chez ces hommes une curiosité et une obsession malsaine et maladive leur faisant perdre toute rationalité. Ils se refusaient à voir, à questionner. Tout cela, de peur de perdre les droits qu'ils se donnaient sous prétexte qu'ils se sentaient au-dessus des lois humaines et que quelques incantations religieuses prononcées par eux au moment de la messe les lavaient de leur péché.

Pureté des enfants et miséricorde de Dieu

Le Seigneur Jésus, leur maître, avait dit : *Laissez-venir à moi les petits-enfants*. Dans l'esprit tordu de ces clercs, leurs proies étaient toutes désignées. Péché, il ne pouvait y avoir, ces enfants sont purs. Et si toutefois péché il y a, le confessionnal, un signe de croix et l'absolution effacent tout, pardonnant même le crime le plus odieux, et en plus, toute cette magie donne un passeport pour le ciel. Jésus est mort sur la croix pour leurs péchés et Dieu est miséricordieux et infiniment bon. Celui qui agit au nom de Dieu, en donnant l'absolution, ne peut la refuser, même si le pécheur recommence et continue autant qu'il le souhaite. Quelle chance pour le prêtre pédophile, Dieu ne se lasse jamais de pardonner!

Mais comment arrivent-ils à penser ainsi ?

J'ai constaté que l'ambition de ces hommes dont l'idéal est de devenir des saints, ainsi que la formation donnée dans les séminaires, contribuent à altérer et a déformer leur jugement. Ces clercs, sont formés à la pratique d'une forte concentration mentale et on leur enseigne à la rendre permanente, tout au long de la journée et de leurs activités. Cette méditation, les déconnectant ainsi de la réalité pour se centrer sur l'irréel, les plonge ainsi dans l'illusion la plus totale et dans un monde imaginaire qu'ils se fabriquent et entretiennent par esprit d'obéissance. Mais quel est ce monde imaginaire? Ils nagent dans les pensées de la résurrection, du Christ crucifié, du ciel, des neufs chœurs des anges, des mystères de l'Incarnation du Saint-Esprit, d'un Dieu né d'une Vierge Immaculée. S'ajoutent l'Assomption, l'Ascension, le mystère de la Trinité, un Jésus-Eucharistie que l'on adore, que l'on encense. Sans oublier le bréviaire et le chapelet récités quotidiennement. Tout cela fait en sorte qu'ils deviennent désincarnés, un peu comme des somnambules. Ils vont même jusqu'à croire qu'ils peuvent rendre surnaturelle la chair prenant des enfants comme cibles, pour leur plaisir satanique et infernal. Pauvres enfants. S'ils parlent, ils ne sont pas crus, ils passent pour menteurs et deviennent des victimes qui doivent garder le silence. Un terrible silence. Le professeur Ghyslain Parent de l'Université du Québec à Trois-Rivières explique, en 2012, toute cette loi de l'Omerta au Vatican dans son petit livre *L'insoutenable légèreté de la soutane*. Son texte est même accessible par Internet.

Ces communautés n'ont pas la légitimité d'ouvrir des écoles

Le journal *Le Devoir* du 4 juillet dernier, nous apprend que 12 millions de dollars en indemnités seront distribués aux 206 victimes des sévices sexuels des frères membres de la Congrégation de Sainte-Croix de Montréal, en vertu d'un jugement entériné à la Cour supérieure par le juge Claude Auclair. Cette somme est quand même dérisoire si on considère les compensations qui se donnent aux USA aux victimes de prêtres, victimes qui auront à souffrir toute leur vie.

Les communautés religieuses, ayant fait vœu de pauvreté, reçoivent quand même beaucoup de dons de leurs fidèles, plus spécialement, des héritages légués par des personnes âgées. Ces organisations voudraient que leurs écoles religieuses et privées soient construites, entretenues et rénovées à même des subventions provenant des taxes. Je crois que le gouvernement, avec notre argent, ne doit pas subventionner ces écoles et ce, parce que leurs dirigeants sont des usurpateurs, utilisant le nom de Dieu, pour induire les jeunes en erreur. Plus particulièrement, en leur imposant des dogmes inventés par eux-mêmes et une doctrine remplie de mensonges. Pouvons-nous accepter une telle fraude ?

Vraiment, cela me dépasse, qu'un gouvernement responsable puisse reconnaître une légitimité à ces institutions religieuses et en plus qu'il trouve les moyens pour les subventionner. C'est un abus de pouvoir. C'est un aveuglement, ignorant ou volontaire, en plus d'un freinage à l'évolution souhaitée et légitime pour une société adulte, où l'État et la religion devraient être séparés. J'ose le dire, j'estime que toutes les religions devraient être dénoncées! Non seulement on est loin de là, mais dangereusement, le fanatisme et le fondamentalisme des religions reviennent en force. C'est aberrant! Il est plus qu'urgent que les libres penseurs s'affirment et expliquent à la population tous les méfaits des endoctrinements religieux.

Tabous et phobies de la sexualité

En 2004, dans mon livre *Au-delà de la religion*, publié aux Éditions *Septentrion*, j'avais déjà réfléchi à cette négation de la sexualité humaine dans un contexte de vie consacrée. J'avais noté plusieurs aberrations dans le discours de ces saints hommes. Je me dois de rappeler quelques extraits dans les lignes qui suivent.

Les Pères de l'Église, étaient obsédés par la sexualité. Pendant des siècles, leur mépris de la chair et du sexe a empoisonné la vie de la majorité des couples catholiques. L'expression physique de la sexualité était régie par des règlements absurdes dont le code était dicté aux couples dans le détail. Les rapports sexuels, normalement empreints de plaisir, provoquaient une extrême culpabilisation qui, à son tour, conduisait souvent à des déséquilibres psychologiques graves. Le rejet de la sexualité venait en nette contradiction avec l'obligation – but ultime et seule excuse à la sexualité – de « faire des enfants ».

Dans son livre: Des eunuques pour le royaume des cieux, l'Église catholique et la sexualité, la théologienne Uta Ranke Heinemann nous relate plusieurs de ces aberrations : « Le plaisir n'est jamais sans péché, la sensation de plaisir sexuel est coupable, quelle qu'en soient les raisons ou les circonstances, même pour les éjaculations nocturnes involontaires. » Cette obscure conception de saint Augustin fut développée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Ce problème spécifique aux religieux et aux prêtres – les écoulements de semence nocturnes et le degré de culpabilité qu'ils engendraient – préoccupait considérablement les théologiens. Les écrits des spécialistes sur ce sujet remplissent des bibliothèques entières. Comme bon nombre de ses pairs, saint Augustin sépare l'amour de la sexualité. Sa peur du sexe, sa crainte à la fois personnelle et théologique persistent encore aujourd'hui dans l'Église catholique. Pour ne citer ici qu'un exemple : les diacres, après la mort de leurs épouses, n'ont pas le droit de se remarier! Cette règle sexiste révèle bien le mépris obsessionnel du sexe et de la femme, mais il transmet également un message d'intolérance envers l'état matrimonial, pourtant validé par un sacrement : le diacre sera un meilleur diacre quand il ne sera plus encombré d'une femme et qu'il renoncera à sa vie sexuelle. Que les hommes y pensent donc à deux fois! Devenir diacre, c'est encourager la misogynie traditionnelle de l'Église, c'est contribuer au ralentissement de l'évolution souhaitée par les laïcs. Il m'apparaît honteux que les autorités vaticanes imposent le célibat aux prêtres et aux diacres qu'ils ordonnent. N'est-ce pas léser ces hommes dans leurs droits naturels et humains? N'est-ce pas les priver de leur liberté fondamentale et légitime et lancer du même coup à l'homme le message de la femme nuisible? C'est une véritable insulte à l'endroit de la femme qu'ils rabaissent et humilient. Le tabou ne s'arrête pas là : il y a de cela quelques années, les épouses des diacres avaient l'obligation de suivre les cours de diaconat en même temps que leurs maris. Elles se voyaient investies du devoir de les soutenir dans l'exercice de leurs fonctions. Mais jamais aucune d'entre elles, possédant le même bagage académique que les hommes, n'a pu obtenir le diplôme ni, bien sûr, accéder au diaconat.

Tous ces interdits, contre nature – une nature humaine, selon eux, créée par le dieu dont ils usurpent le nom – ne sont certes pas étrangers aux innombrables abus sexuels envers des enfants dont clercs et religieux se rendent coupables.

C'est la préservation du pouvoir qui compte. L'Église est vue comme une structure politique de pouvoir et d'argent. L'Église a jugé. Elle est maintenant jugée.

Si on cessait de se mépriser, si on s'aimait soi-même! Reconnaissons la beauté qui nous habite! C'est ainsi que l'amour pourra enfin s'exprimer.

La sexualité peut à la fois combler et épanouir. Si la sexualité avait été présentée de façon positive, combien de souffrances et des combats auraient été évités! Combien de crimes n'auraient jamais eu lieu et combien d'abjections n'auraient jamais vu le jour! Présentons la vie de façon positive, plutôt que par la négative.

Une histoire d'utopie

Benjamin Gingras,

doctorant en Psychologie à l'UQAM et porte-parole de l'ASSÉ

Depuis le début de leur existence, les mouvements politiques progressistes visent l'amélioration de la condition humaine. Que ce soit par petits pas en réformant les structures en place ou dans une optique révolutionnaire visant l'abolition immédiate des systèmes d'oppression, les militants et militantes de gauche ont comme objectif commun l'établissement de la dignité pour tous et toutes. Malgré la vertu de leurs revendications, les embûches demeurent très présentes et très fortes. Une méfiance et un cynisme se ressentent au Québec et ailleurs dans le monde devant ces mouvements, souvent qualifiés d'utopistes. Mais qu'en est-il de cette étiquette d'utopiste? Ou par extension, qu'entend-on par utopie? Il y a lieu de se poser la question de la faisabilité d'une visée politique que l'on qualifie presque par définition d'inatteignable ou fantaisiste, discréditée, déconnectée de la réalité matérielle.

Le mouvement social qui s'est emparé de la Catalogne toucha des millions de personnes. Des assemblées populaires de ce genre étaient courantes.

Cependant, la réalité est toute autre. Malgré le révisionnisme historique et sa négation par les pouvoirs en place, il existe bel et bien un précédent d'une société pouvant s'apparenter à une utopie. C'est le cas de la Catalogne libertaire qui a vu le jour dans la foulée de la guerre civile espagnole de 1936. Ce texte propose un survol d'une société et d'un mouvement populaire uniques dans l'histoire contemporaine, où pour la première fois, des millions de personnes ont pu connaître un monde de liberté totale, émancipé du capitalisme, de l'État, des patrons et de la religion.

Avant de regarder de plus près la société révolutionnaire catalane, il est crucial de bien la situer dans son contexte politique et social. Or, l'Espagne était un pays parmi les plus pauvres de l'Europe même avant la crise économique de 1929. Les industries qui se sont installées au début du 20ème siècle se sont concentrées autour de Barcelone et ailleurs en Catalogne. Ce fut une période où l'Espagne était dominée par une oligarchie politique contrôlant l'État et l'armée, en parallèle à l'Église catholique encore extrêmement influente. Cependant, malgré l'oppression de l'Église et de l'État, les théories syndicalistes et anarchistes y trouvèrent un terreau fertile.

Deux auteurs ont retenu particulièrement l'attention des ouvriers espagnols. D'abord, les écrits de l'anarchiste russe Mikhaïl Bakounine rejettent toute forme d'autorité, désignant en particulier la religion comme principal obstacle à l'humanité et comme source ultime de l'esclavage à des fausses divinités. Ses charges contre l'autorité s'appliquent également à l'État et à la démocratie représentative parlementaire, usurpatrice du pouvoir populaire et siège de privilèges pour une minorité influente au détriment des intérêts de la majorité. Une parole de Bakounine mérite particulièrement d'être citée :

> *« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres, de sorte que, plus nombreuses sont les personnes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde de plus large devient la mienne. » [3]*

En second lieu, Piotr Kropotkine attache davantage l'anarchisme aux réalités matérielles et économiques de la production capitaliste. Il propose une économie basée sur les besoins humains, à l'opposé de la multiplication du capital; c'est l'anarcho-communisme [5].

Le bourgeonnement de la pensée anarchiste culmine en 1910 avec la création de la *Confederación Nacional del Trabajo* (Confédération Nationale du Travail, CNT) à Barcelone, un syndicat libertaire qui comprendra en 1936 plus de 1,5 million de membres. La CNT répand la pensée anarchiste à travers de nombreuses publications (journaux, tracts), discours, et débats à l'intérieur des usines et ailleurs dans les villes et villages. Les courants anarchistes ont également permis la naissance du modèle éducatif de Francesco Ferrer. Ferrer a conçu une éducation fondée sur la raison plutôt que l'autorité, axée sur le respect de l'enfant sur les plans moral, physique, et intellectuel. Selon les personnes l'ayant vécu, ce n'était pas une instruction révolutionnaire, mais plutôt une éducation humaniste [4].

Francisco Ferrer Guardia, 1859-1909, libre-penseur, franc-maçon et pédagogue libertaire espagnol, père de l'éducation humaniste, centrée sur l'enfant

C'était un temps de grand dynamisme en Espagne. Bien que sous la gouvernance d'un gouvernement de droite, les idées anarchistes mais aussi socialistes et communistes ont pris de l'ampleur. Un moment clé fut le déclenchement des élections générales de 1936. La CNT appela ses membres à participer au vote. Le 18 février 1936 une coalition de gauche, le *Frente Popular* (Front Populaire), remporta le scrutin. Les mois suivant les élections se déroulèrent sous haute tension. Le parlement était encore très divisé et alors que l'État républicain tentait d'exclure des fascistes de l'armée, une série d'assassinats, autant de membres de la gauche que de la droite, s'ensuivit, culminant dans le meurtre de José Calvo Sotelo, député monarchiste et sympathisant fasciste. Cet assassinant galvanisa des hauts-placés de l'armée, dont le général Francisco Franco Bahamonde, qui préparaient déjà un coup d'État militariste. Le 17 juillet 1936 commence *el alzamiento*, le soulèvement. Or, le coup d'État fasciste échoua, grâce en grande partie à la résistance des milices ouvrières. Le pays fut cependant coupé en deux : c'était le début de la guerre civile espagnole.

Le gouvernement de coalition peina à combattre l'insurrection fasciste tout en maintenant une mainmise sur les territoires retenus, et le pouvoir étatique s'éroda. Les patrons d'usine et propriétaires de terres fuièrent et s'exilèrent, laissant les fermes et fabriques à l'abandon. Spontanément, les ouvriers réclamèrent la possession de leurs lieux de travail, proclamant l'autogestion comme mode d'organisation. Les fermes furent collectivisées et les terres des grandes villas, souvent des vastes terrains inutilisés, furent appropriées pour l'agriculture. À une vitesse fulgurante, l'autorité de l'État et des élites patronales s'effrita au profit de l'autogestion et la collectivisation des milieux de travail. Des comités de travailleurs furent élus pour coordonner la production. La richesse fut redistribuée selon les besoins des familles. Cette expérience se propagea rapidement à l'extérieur des fermes et usines pour affecter les services sociaux et, ultimement, chaque sphère de la vie fut orientée autour de cette nouvelle forme d'organisation, où chacun travailla pour son bien et le bien des autres, et non au profit d'un patron. Tout fut collectivisé. La propriété privée devint superflue. Dans certains cas, même l'argent fut aboli ou des monnaies locales furent créées, alors que dans d'autres cas, les travailleurs se payèrent en bons d'heures de travail qui furent échangés pour des biens, donnant valeur égale au travail de tous. Dans chaque entreprise, l'assemblée ouvrière était l'unité de base dans les décisions.

Ainsi, à travers une véritable révolution populaire, le peuple espagnol est devenu le premier à expérimenter le communisme libertaire. Des agriculteurs et ouvriers d'usine, pauvres et souvent analphabètes, ont réussi à réfuter la notion selon laquelle toute société nécessite la présence de chefs, de patrons, de gouvernement, voir, d'autorité. L'historien français Gaston Leval, lui-même un participant à cette révolution, a estimé que 8 millions de personnes y ont contribué [1]. Le célèbre écrivain anglais George Orwell, lui-même volontaire dans une milice trotskiste en Espagne, raconta ses expériences en Catalogne libertaire, s'étonnant de comment la pensée

révolutionnaire était universalisée : des drapeaux rouges et noirs partout, l'autogestion des grandes usines aux petits cafés, et même jusque dans le discours quotidien des citoyens et citoyennes (par exemple, l'usage du pronom *usted*, équivalent du vouvoiement en Français, a simplement cessé).

À Barcelone, où était concentré une part très importante de l'industrie catalane, l'exemple de la collectivisation des tramways retient particulièrement l'attention. Les combats urbains suivant le soulèvement initial des fascistes a causé un arrêt total du transport en commun de la ville, mais des militants de la CNT ont occupé les bureaux d'administration du service de tramway pendant que d'autres ont inspecté les voies ferrées et préparé des plans pour leur réparation. Six jours après la fin des combats, 700 trams, plutôt que les 600 habituels, circulaient dans les rues de Barcelone. Jamais le système de tramway n'avait été aussi utilisé tout en étant aussi efficace [2].

Le réseau de tramway à Barcelone a connu son apogée d'utilisation et d'efficacité lorsqu'il fut sous le contrôle direct des

Les anarchistes ont contribué à l'effort de guerre en formant des milices, ayant comme premier objectif de lutter contre les fascistes. Ces milices se distinguaient des autres forces armées de deux façons. Ce fut la toute première armée non-hiérarchique et elle accueilla les femmes au même niveau que les hommes. La plus célèbre de ces milices était la Colonne Durruti (informellement nommée ainsi d'après le célèbre Buenaventura Durruti, figure de front de la lutte anarchiste). La Colonne Durruti a, entre autres, joué un rôle important dans la défense de Madrid en novembre 1936.

Normand Baillargeon (2004) souligne que l'erreur fatale des anarchistes fut de participer au gouvernement de la République. Quatre ministres anarchistes furent nommés (dont Federica Montseny, la toute première femme à occuper un titre de ministre en Europe). Au fur et à mesure que le pouvoir de l'État se reconsolida, la révolution commença à stagner. La montée du stalinisme, une forme extrême de l'autoritarisme et de l'étatisme préconisés par les bolcheviques et qui était dénoncée par Bakounine et Kropotkine, constitua une menace sérieuse pour les anarchistes espagnols (Lénine et même Marx étaient très hostiles à la pensée anarchiste). L'alliance objective des forces de gauche contre les fascistes s'effrita, et le gouvernement Républicain commença la répression des communes libertaires. Les communistes commencèrent à piller les locaux de la CNT et rétablissèrent la propriété privée. Parallèlement, les lignes de front de l'armée Républicaine se firent percer par les fascistes, et, peu après, le gouvernement fut vaincu.

L'Espagne tomba dans la dictature sous le général Franco. La guerre civile espagnole se termina au printemps de 1939. Quelques mois plus tard, le reste de l'Europe subit les foudres des dictatures autoritaires. En Espagne et ailleurs en Europe les anarchistes restants ont été très sévèrement réprimés par les nouveaux gouvernements dictatoriaux et la pensée révolutionnaire s'estompa.

L'importance de la révolution espagnole dans les courants anarchistes est inestimable. Les exploits d'une aussi grande expérience libertaire, somme toute assez récente, témoignent de l'importance que peuvent avoir les courants anarchistes dans les mouvements de gauche. Tel que mentionné plus tôt, ce ne sont pas quelques petites communautés isolées les unes des autres qui ont participé à la collectivisation des milieux de travail, mais des régions entières regroupant des millions de personnes. En entrevue pour un documentaire sur l'anarchisme en Espagne, une militante exilée raconte son expérience dans les communes :

> *« Presque tout le monde dit que c'est une utopie. Non, [l'anarchisme] est la seule chose qui peut sauver le monde. L'anarchisme est la plus belle des choses. Tout le monde y travaille, et il n'y a pas de maîtres ni de patrons. Tout le monde fait ce qu'il peut, car tout le monde à de quoi y contribuer » (Gamero, 1997).*

Bien que la révolution fût, au bout du compte, éphémère, et que les communes n'ont pas eu le temps de mûrir, il demeure que la Catalogne libertaire était véritablement un exemple d'utopie. Grâce à un travail d'éducation populaire sur les idées anarchistes et un contexte social et politique propice aux idées

révolutionnaires, l'utopie proposée par les courants libertaires a bel et bien un précédent historique.

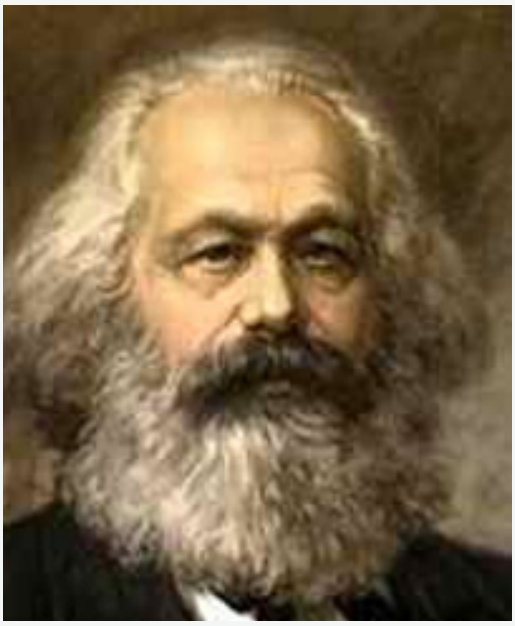
Cet article présente de façon extrêmement partielle une philosophie politique complexe et une partie très riche et importante de l'histoire espagnole. L'idée n'est pas de faire l'éloge de l'anarchisme espagnol, mais plutôt d'adresser la notion que l'utopie est inatteignable et fantaisiste, et que les personnes qui militent en faveur de la justice sociale ont la tête dans les nuages car, supposément, nous revendiquons l'impossible. Sans nécessairement proposer que c'est la direction du communisme libertaire que devrait prendre le Québec à l'avenir, il apparait faux d'affirmer que les tenants du statut quo ont le monopole du réalisme.

En terminant, laissons-nous avec une citation de Emma Goldman, auteure et théoricienne anarchiste : « L'avenir appartient aux courageux. Quand nous ne pouvons plus rêver, nous mourons ».

L'auteur est étudiant au doctorat en psychologie à l'Université du Québec à Montréal, et militant actif au sein du mouvement étudiant.

1. Baillargeon, N. (2004). L'ordre moins le pouvoir : histoire & actualité de l'anarchisme. (4é éd.) Montréal, Qc : Lux Éditeur.
2. Conlon, E. (1986). The Spanish Civil War : Anarchism in Action. (1é éd.) Dublin, Irelande: Workers Solidarity Movement.
3. Dolgoff, S. (1980) Bakunin on Anarchism. (1é éd). Montréal, Qc: Black Rose Books.
4. Gamero, J. (1997) Vivir la Utopia [Vidéo en ligne] Repéré à URL http://www.youtube.com/watch?v=jPl_Y3Qdb7Y
5. Kropotkin, P. (1892). La conquête du pain (Traduit par H. Trinquier). Paris, France : Éditions Tops.

"Le socialisme marxien est étranger aux commandements mièvres et abstraits d'amour du prochain « en général » et comme c'est une doctrine de lutte, il commande la haine de l'ennemi au nom de l'amour du prochain". Adam Schaff, 1968



L'humanisme marxiste est affirmé à partir de la lecture des "Manuscrits économiques et philosophiques de 1844" du jeune Marx affirmant la valeur subjective de la théorie socialiste et la volonté paradisiaque de l'acteur humain.

Mémoire de Lumières de Michel Lincourt, ou le temps perdu... et retrouvé !

Pierre Cloutier, membre de l'Association humaniste du Québec et du Conseil national du Mouvement laïque québécois

Puisant dans une documentation véritablement encyclopédique, Michel Lincourt a propulsé ses héroïnes, Sophie et Ya Ming, agentes spatio-temporelles issues du XLVe siècle, dans un luxe de péripéties foisonnantes répondant aux conventions du genre.

L'objet de cette cavale éperdue dans l'espace temps ? Sauver Diderot, car – je vous le donne en mille – un vaisseau spatio-temporel suspect doit émerger à Pyrois-en-Luxembourg le 22 juin 1741 et l'OREILT (Organisation de recherche, d'exploration et d'intervention sur la lumière et le temps) craint l'irruption intempestive et malveillante de malandrins qui perturberaient le continuum spatio-temporel au détriment de Diderot. Le grand homme, encore génie en herbe –scribouillant des pamphlets pour arrondir ses fins de mois et dînant au Café Procope où la flicaille royale le pourchasse déjà de ses attentions – se trouvera très exactement à l'heure et au lieu dits. Toute malencontreuse interférence, tout éventuel kidnapping ou complot perturberait l'évolution des Lumières, privant l'humanité de leur bienfaisante invention de la modernité et gauchissant le cours de l'histoire. Alerte rouge !

Michel Lincourt examine son carnet de notes et schémas qui est lui-même déposé sur des cartes de Paris d'époque

Le coupable ? Le génial et débonnaire inventeur Québécois dénommé Saint-Ardent qui, dès le XXIe siècle a su résoudre l'énigme du voyage spatio-temporel. Las d'un monde qui s'abolit dans le marasme, le non-droit, les arnaques financières et le fanatisme sectaire, il a voulu remonter aux sources des Lumières pour se refaire la bouche. D'où une pagaille enjouée et truculente qui se déploie sur pas moins de trois volumes avec une verve épique ne facilitant pas toujours au plus amical lecteur le suivi haletant d'aventures en rebondissements, bien que celui-ci accorde volontiers à une aussi ambitieuse fresque le succès d'estime qu'elle mérite.

Voilà une oeuvre bigarrée, dont l'énigmatique intrigue évolue dans un cadre géographique, urbain et architectural très construit, robustement reconstitué. Michel Lincourt n'est pas architecte de profession pour rien et ses cahiers de notes préparatoires, ses cartes d'époque, ses almanachs, témoignent de la minutie passionnée avec laquelle il a élaboré un univers romanesque intensément personnel.

Les héroïnes ferraillent comme des hussards, une langue aimablement verte y ponctue les coups de sang et les coups de gueule et chacun manifeste un large consentement à ses fonctions naturelles comme il se doit entre gens qui savent appeler un chat un chat. La science fiction y réclame d'autorité ses droits, ce qui élargit les bornes de la vraisemblance, tant et si bien qu'une greffe du cerveau sauve in extremis l'héroïne Sophia qui, sinon, aurait passé la sarbacane à gauche.

Une symbolique des noms répartit les ombres et lumières de ce tableau. Les personnages incarnant les secondes s'appellent Bernard Brillant, Myop Glassmann, De la Clareté et Valentin Soleil-Flambeau... tandis que les malandrins se dénomment

d'Hades, Corbeillard et De la Tour Noire. Le valet de De la Clareté, Jacques, ne se montre pas plus fataliste qu'il ne le faut quand surviennent les coups durs ou fourrés et ponctue le récit de retentissantes interlocutions éjaculatoires :« Bitte de nonne de con d'archevêque » etc. etc. vandalisant la sacristie selon les circonstances qui avivent son lyrisme, dans un monde où tout finit par des bisous tandis que se délove la tourbillonnante et lumineuse spirale du temps.

Michel Lincourt, *Mémoire de Lumières,* Tomes I, II, III, Éditeur Michel Lincourt www.michellincourt.com, Illustration Louise Lincourt, Imprimeur : Le Caïus du livre, 2011.

Du même auteur :

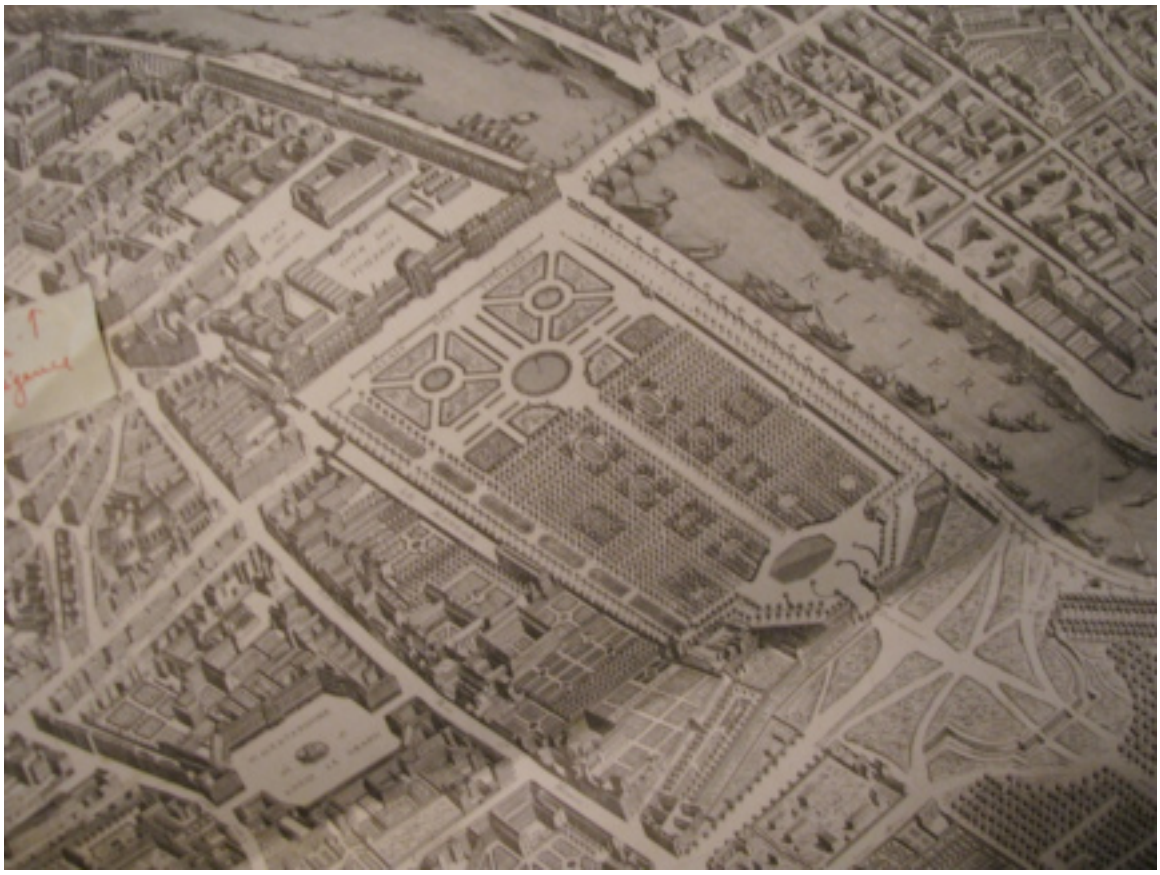
In Search of Elegance / Towards an architecture of Satisfaction, Liverpool University Press/McGill Queen's University Press, 1999

Le mesodesign/Théorie d'organisation du milieu physique et modèle conceptuel de ville, Les Presses de l'Université de Montréal, 1972

Métro-éducation (en collaboration avec Harry Parnass), Faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 1970

Pour de plus amples renseignements :

http://www.michellincourt.com/biographie/

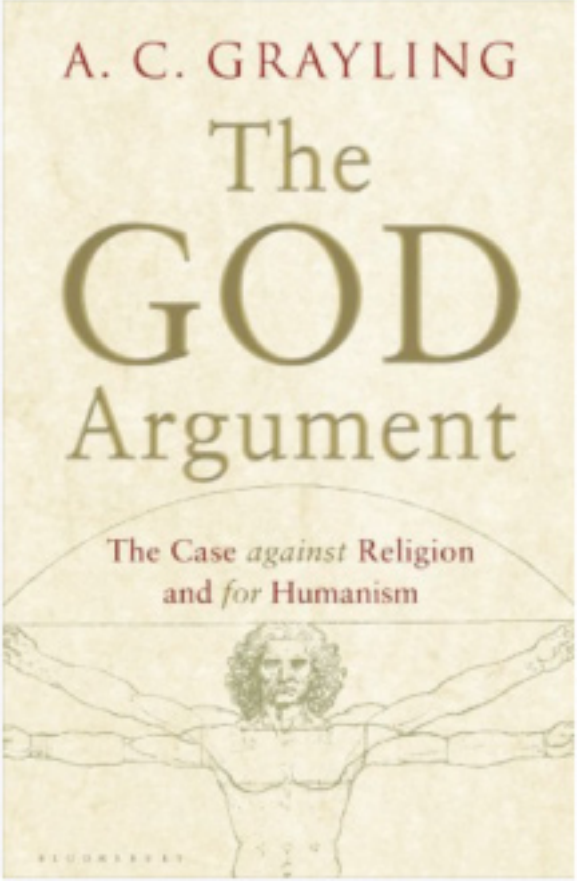


Lincourt pousse dans le détail la reconstitution historique du tissu urbain de Paris au XVIIIe siècle, capitale mondiale de l'intelligence dont les conditions de salubrité évoquent celles de Bénarès et où l'on vide les pots de chambre par la fenêtre. Heureuse époque.

Compte rendu de lecture: « The God Argument. The case against religion and for humanism» de A.C. Grayling

Michel Pion,
Vice-président de l'Association humaniste du Québec

Anthony Clifford Grayling est un philosophe britannique. Il est professeur de philosophie au Birkbeck College à Londres. Davantage familier des lecteurs anglo-saxons, il a publié une vingtaine d'ouvrages philosophiques dont les plus récents (e.g., « The Good Book ») sont des essais sur la pensée et la philosophie humanistes. A.C. Grayling est également un membre actif de la « British Humanist Association »



Ces dernières années, surtout du côté anglo-saxon, ont paru plusieurs ouvrages exposant les mythes d'une (ou des) religion(s). De nombreux auteurs et pas les moindres comme Richard Dawkins, Christopher Hitchens, Dan Dennet et Sam Harris, pour ne nommer que ceux-là, ont produit des pamphlets parfois vitrioliques (surtout dans le cas de Hitchens) sur l'immoralité et l'absurdité des croyances religieuses. Nous autres francophones ne sommes pas en reste. De France Michel Onfray et André Comte-Sponville ont écrit sur l'athéisme et plus près de nous au Québec Claude Braun (Québec Athée), Daniel Baril (Les mensonges de l'église Catholique), Normand Rousseau (La Bible démasquée), entres autres, ont chacun à sa manière contribué au débat. Chacun de ces ouvrages a permis de convaincre un nombre toujours grandissant d'individus de se déclarer ouvertement athées ce qui est déjà une petite victoire en soi. Mais une fois acquis que la religion est, dans le pire des cas on en conviendra, une forme d'esclavage et une source de violences et de divisions entre êtres humains, la question se pose, on la remplace par quoi?

C'est à cette question qu'A.C. Grayling s'efforce de répondre dans son dernier opus « The God Argument – the case against religion and for humanism ». Comme le titre le laisse deviner ce livre se divise en deux parties. Dans la première, Grayling fait le procès de la religion dans une démonstration méthodique en reprenant point par point les principaux arguments mobilisés par ses défenseurs et en les hachant menu avec toute sa rigueur de professeur de philosophie. À ceux qui comme moi ne sont pas rompus à cette discipline, je recommande la lecture du

passage où Grayling déconstruit point par point l'argument ontologique. Après cela vous serez en mesure de confondre n'importe quel théologien! L'auteur poursuit dans cette veine durant toute la première partie du livre avec la même rigueur et le même sérieux et ce sans jamais verser dans la provocation ou l'insulte gratuite.

La seconde partie du livre plaira tout particulièrement aux humanistes car A.C. Grayling y développe la thèse selon laquelle l'éthique humaniste nous permet d'abandonner la religion sans remords et surtout sans y perdre au change. Grayling a également, selon moi, le mérite de bien situer la position humaniste par rapport à ce qu'il identifie comme trois débats distincts. Le premier est le débat athéisme-théisme (métaphysique), le second est celui de la laïcité (la place que doit avoir la religion sur la place publique) et finalement le dernier porte sur la source et le contenu de notre moralité (la moralité vient-elle d'une source transcendante ou divine ou de nos réflexions sur notre réalité et nos relations avec les autres?). Grayling n'hésite pas à camper l'humanisme résolument dans cette dernière catégorie comme une alternative supérieure à la morale religieuse et en fait la démonstration éloquente dans les chapitres qui suivent.

« The God Argument » est un livre accessible qui heurtera sans doute peu les croyants. Le ton est respectueux, sans jamais être obséquieux et Grayling n'a pas peur d'appeler un chat un chat. L'auteur offre dans cet ouvrage des références excellentes et modernes sur les questions vitales pour nous humains que sont l'éthique et la moralité. Ce livre est manifestement destiné à monsieur et madame tout le monde, les lecteurs plus aguerris resteront sans doute sur leur faim.

Anthony Clifford «A. C.» Grayling, né en 1949, est un philosophe britannique. En 2011 il a fondé le «New College of the Humanities» et il est associé au St Anne's College, Oxford. Il a publié une trentaine de livres dont The Refutation of Scepticism (1985), The Future of Moral Values (1997), The Meaning of Things (2001), The Good Book (2011). Certains disent de lui qu'il est le cinquième chevalier de l'athéisme. De lui-même, il dit simplement qu'il est «homme de gauche»

Compte-rendu de lecture du livre d'Henri Pena-Ruiz « *Marx quand même* », 2013

Claude Demers,
Ex-membre fondateur de l'Association humaniste du Québec

Claude Demers, ancien membre fondateur de l'Association humaniste du Québec, et ancien politicien communiste, rend compte, à la demande de la rédaction de Québec humaniste, du dernier essai du philosophe français Henri Pena-Ruiz, « Marx Quand même », 2013. À notre avis, Henri Pena-Ruiz est le plus articulé défenseur de la laïcité au monde aujourd'hui. Il a eu la générosité de donner une conférence sur la laïcité au Centre humaniste de l'Association humaniste du Québec en 2012, conférence qui fut très appréciée par son auditoire et que l'on peut visionner et entendre gratuitement sur le site Youtube de l'AHQ.

Henri Peña-Ruiz est philosophe et écrivain français. Agrégé de l'université et docteur en philosophie, il est réputé pour ses travaux au sujet de la laïcité en France. Il est aussi maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Par ailleurs il milite au Parti de gauche. La photo a été prise au Centre humaniste de l'Association humaniste du Québec

La pensée de Marx et l'idéologie

« Il ne faut pas regretter d'avoir rêvé d'un autre monde. Ni d'avoir consacré tout ou partie de sa vie à tenter de le faire advenir ». C'est avec ces mots, qu'on dirait à l'intention des nostalgiques, qu'Henri-Pena Ruiz débute son plus récent ouvrage « Marx quand même ». Une invitation à relire Karl Marx et à mieux comprendre sa pensée, libérée de sa caricature stalinienne et du capitalisme d'État soviétique qui en revendiquait la filiation.

Loin de la nostalgie, l'auteur invite toutefois à une réflexion critique quant au démembrement de l'Union soviétique et des pays socialistes et sur les raisons d'un tel échec. Il dément la formule de Francis Fukuyama, selon laquelle nous assistons depuis la fin du 20e siècle à la fin de l'histoire, caractérisée par la disparition des idéologies. En critiquant le philosophe américain, Pena-Ruiz démontre avec éloquence qu'émancipation sociale et rêve d'un monde meilleur ne furent jamais pour Karl Marx, l'expression d'une idéologie. Certes, l'idée d'une alternative sociale et économique relève au départ d'un rêve. Mais ce rêve se forme à l'intérieur d'un « processus d'émancipation » et non à partir d'une « recette

toute faite ». Il émerge d'une réalité sociale fondée sur l'exploitation, l'injustice et l'oppression.

Marx avait bien décrit la nature et les rouages du système capitaliste et de l'idéologie libérale qui le soutenait. Un système qui enrichit une minorité dans la mesure où la grande majorité est exclue de cette même richesse. Il avait démontré comment la démocratie formelle relevait essentiellement de la rhétorique, même s'il voyait dans les gains du mouvement ouvrier de réels acquis, tant au niveau matériel que de la prise de conscience, du fait notamment que cette démocratie exprime avant tout un rapport de force entre les classes. Né à travers un processus de consolidation nationale, le capital selon Marx n'allait pas s'embarrasser des États nationaux. Il anticipait déjà le phénomène de la mondialisation propre à notre époque. Un phénomène qui n'a rien à voir avec le processus naturel de l'internationalisation du travail.

Deux-cents ans de capitalisme n'ont guère changé la donne. Richesse et opulence côtoient toujours misère et pauvreté. Les crises économiques se succèdent, les guerres se multiplient. Inégalité, oppression et drames sociaux caractérisent le capitalisme et le néo-libéralisme tout comme cela était à l'époque de la Commune de Paris et de la fin du 19e. Passé les trente glorieuses (1945 – 1975) où les gains des travailleurs à travers le monde ont contribué à rétablir, pour un temps, un certain équilibre, le capitalisme s'est employé à gruger ces gains et à externaliser les coûts de production, particulièrement par le biais des atteintes à la nature et à l'écosystème. Les progrès de la technologie et de la science, l'augmentation de la productivité, sont mis à profit non pour améliorer le sort de l'humanité, mais pour réduire le coût de la force de travail. Ce qui élargit l'écart entre les revenus des capitalistes et ceux des travailleurs. En même temps, les dommages souvent irréversibles qui fragilisent et menacent la nature ne sont pas comptabilisés dans les coûts de production. Ils seront à la charge des travailleurs et de toute la population.

Se référant à la métaphore de Karl Marx dans sa critique de la philosophie du droit de Hegel, Henri-Pena Ruiz écrit : « D'un côté la terre des rapports sociaux qui tissent la société civile, lieu des activités productrices... De l'autre, le ciel des grands principes évoqués, sphère du débat public et des discours politiques empreints de rhétorique et d'incantation... ». Marx dénonçait l'idéologie qui dans son essence idéalisait des principes et des valeurs qui ne passaient pas l'épreuve de la réalité sociale. D'où ses critiques virulentes à l'égard de la démocratie formelle ou encore de la fameuse « main invisible » qui, selon Adam Smith, devait réguler l'équilibre du marché. Fondements de l'idéologie néo-libérale, cette démocratie et ce concept trompeur de l'autorégulation du marché conduisent directement au rejet de toutes les mesures de réglementation, voire à la disparition de l'État dans ses fonctions sociales et de modération pour contrer les abus extrêmes du capitalisme, mais à son renforcement quant à ses fonctions répressives.

Le parti-pris de Karl Marx en faveur des travailleurs et des forces d'émancipation sociale ne relève pas d'une idéologie, mais d'une opposition à l'idéologie libérale. « Lorsque la hiérarchie exprime la domination d'un groupe sur un autre, écrit Pena Ruiz, le propre du principe d'unification est de présenter cette hiérarchie comme naturelle et nécessaire, et de développer ainsi une idéologie d'assujettissement ». L'auteur souligne que pour Marx l'alternative, plutôt que de se fonder sur un modèle, partait de ce qu'il était possible d'accomplir.

Le rapport de l'homme à la nature: Marx était un «écologiste» et un naturaliste

Les conditions ont changé. D'aucuns se réfèrent à ces changements pour invalider l'analyse et la critique du capitalisme faites par Karl Marx et son ami Friedrich Engels. La classe ouvrière s'est transformée, le capital industriel a cédé le pas au capital financier, les entreprises sont devenues transnationales et surtout, la science contemporaine a révélé un phénomène qu'elle ignorait totalement à l'époque de Karl

Marx, soit les menaces directes à l'écosystème.

En réalité, ces transformations plutôt que d'invalider la pensée de Marx la rendent plus actuelle. Ce qu'on appelle aujourd'hui la classe moyenne n'est rien d'autre, en fait, que la grande majorité des travailleurs. Elle représente en proportion une part considérablement plus grande de la force productive que la classe ouvrière à proprement parler. Ses écarts de revenus à l'égard de ceux du grand patronat grandissent de façon exponentielle. La domination du capital financier par ailleurs, illustre l'exacerbation du fétichisme cultivé par le capitalisme envers la monnaie et les produits de consommation. Ce qui faisait dire à Marx que le capitalisme créait non seulement les produits, mais aussi les consommateurs. Donnant ainsi, tant à la monnaie qu'aux produits de consommation, une valeur de nature idéologique sans aucun rapport avec les besoins réels de la société.

Quant à la domination des transnationales qui accompagne le phénomène de la mondialisation, elle assujettit encore davantage l'État, rendant complètement obsolète toute notion de souveraineté nationale et populaire sous le capitalisme à l'ère de l'ultralibéralisme.

Henri Pena-Ruiz nous rappelle encore que Marx n'était pas un productiviste. Il ne voyait pas dans la production une finalité en soi. Il cite cette phrase éclairante du philosophe selon qui « le capitalisme épuise l'homme et la terre ». Selon Marx, l'homme est une partie inhérente de la nature qui en constitue le corps non organique. Critiquant les formes de développement industriel de l'agriculture, Marx écrivait dans Le Capital « ...tout progrès de l'agriculture capitaliste n'est pas seulement un progrès dans l'art de spolier le travail, mais dans l'art de spolier le sol, tout progrès dans l'élévation de sa fertilité pour un temps donné est un progrès dans la ruine des deux sources à long terme de cette fertilité [...] la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès social qu'en minant en même temps les sources qui font jaillir toute richesse ». Dans « Dialectique de la nature » Engels précisera: « Nous ne devons pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature se venge sur nous. Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deuxième et troisième instance elle a des effets différents, inattendus, qui trop souvent annulent le premier... Les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger [...] mais que nous lui appartenons avec notre chair [...] toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et à pouvoir nous en servir judicieusement».

Selon Pena-Ruiz, Marx aurait dénoncé le productivisme stalinien et le capitalisme d'État soviétique où le contrôle du Parti s'est littéralement substitué à une véritable souveraineté populaire, ce qui a conduit notamment à des aberrations telles que l'assèchement de la mer d'Aral et la catastrophe de Tchernobyl. Et, pourrions-nous ajouter, sur un plan plus politique, le vol des entreprises d'État pour les oligarques russes.

Du projet révolutionnaire

L'espace réservé pour ce compte-rendu ne permet pas de rendre justice à l'étude d'Henri-Pena Ruiz qui aborde dans « Marx quand même » nombre d'autres sujets, dont la question de la laïcité, la question nationale, le communautarisme, le socialisme, la liberté individuelle... et surtout le caractère révolutionnaire de la pensée de Marx, son analyse du rôle de l'État.

Tout en dénonçant la caricature faite par le stalinisme de la pensée de Marx, Pena-Ruiz (qui ne rejette pas entièrement les acquis de l'Union soviétique) rejette cependant les amalgames trop faciles qui associent l'échec de l'Union soviétique avec la pensée de Marx, tout comme il rejette aussi l'amalgame du « totalitarisme », un concept « fourre-tout », qui met sur un pied d'égalité fascisme et communisme. « C'est que, de Marx au goulag stalinien, il y a la contradiction qui existe entre la promotion de l'émancipation et celle de l'oppression, alors que, des théories nazies au génocide juif, il y a mise en œuvre conséquente et cohérente d'une conception oppressive assumée avec le soutien du grand capital ».

« Ni volontarisme abusif, ni fatalisme propre à déresponsabiliser » dira encore Henri Pena-Ruiz faisant référence au projet révolutionnaire. « Ainsi, transformer le monde ce n'est pas forcer le réel à se plier au tableau d'une société idéale préconçue, mais faire en sorte que les conditions du libre accomplissement des hommes soient réunies ».

Marx le philosophe voyait dans la classe ouvrière une classe universelle en ce sens qu'elle est la seule classe sociale dont les aspirations sont strictement liées à la disparition des antagonismes de classes. Un constat qui s'étend aujourd'hui à l'ensemble des travailleurs. Pour lui, le « libre accomplissement des hommes » exprime l'idée même d'une réconciliation de l'homme avec lui-même et avec la nature et de ce fait, d'une réconciliation de la nature avec elle-même.

Les principes de l'Association humaniste du Québec

1. Le premier principe de la pensée humaniste est le rejet de croyances basées sur des dogmes, sur des révélations divines, sur la mystique ou ayant recours au surnaturel, sans évidences vérifiables.
2. L'humanisme affirme la valeur, la dignité et l'autonomie des individus et le droit de chaque être humain à la plus grande liberté possible qui soit compatible avec les droits des autres. Les humanistes ont le devoir de se soucier de l'humanité entière incluant les futures générations. Les humanistes croient que la morale est une partie intrinsèque de la nature humaine basée sur la compréhension et le souci envers les autres, n'exigeant aucune sanction externe.
3. L'humanisme cherche à utiliser la science de façon créative et non de manière destructrice. Les humanistes croient que les solutions aux problèmes du monde se trouvent dans la pensée et l'action humaines plutôt que dans l'intervention divine. L'humanisme préconise l'application de la méthode scientifique et de la recherche sans restrictions aux problèmes du bien-être humain. Les humanistes croient toutefois aussi que l'application de la science et de la technologie doit être tempérée par des valeurs humaines. La science nous donne les moyens mais les valeurs humaines doivent proposer les objectifs.
4. L'humanisme supporte la démocratie et les droits de l'homme. L'humanisme aspire au plus grand développement possible de chaque être humain. Il maintient que la démocratie et l'épanouissement de l'homme sont des questions de droit. Les principes de la démocratie et des droits de l'homme peuvent s'appliquer à plusieurs types de relations humaines et ne sont pas restreints aux méthodes du gouvernement.
5. L'humanisme insiste pour que la liberté personnelle soit associée à la responsabilité sociale. L'humanisme ose construire un monde sur le concept de la personne libre responsable envers la société, et reconnaît notre dépendance et responsabilité envers le monde naturel. L'humanisme n'est pas dogmatique, n'imposant aucune croyance à ses adhérents. Il est ainsi engagé en faveur d'une éducation libre d'endoctrinement.
6. L'humanisme est une réponse à la demande largement répandue d'une alternative à la religion dogmatique. Les principales religions du monde prétendent être basées sur des révélations pour toujours immuables, et plusieurs cherchent à imposer leur vision du monde à toute l'humanité. L'humanisme reconnaît qu'une connaissance fiable du monde et de soi-même se développe par un continuel processus d'observation, d'évaluation et de révision.
7. L'humanisme prise la créativité artistique et l'imagination et reconnaît le pouvoir de transformation de l'art. L'humanisme affirme l'importance de la littérature, de la musique, des arts visuels et de la scène pour le développement et la réalisation de la personne.
8. L'humanisme est une orientation de vie visant la réalisation maximale possible à travers le développement d'une vie morale et créative et offre un moyen éthique et rationnel pour affronter les défis de notre époque. L'humanisme peut être une façon de vivre pour chacun et partout.

Visitez le site internet de l'Association humaniste du Québec

http://assohum.org

NOUVEAUTÉ: Discours complet du philosophe Henri Pena-Ruiz prononcé devant l'AHQ au Centre humaniste de Montréal

Nouvelle formule avantageuse d'adhésion à l'AHQ: Adhérez pour deux ou trois ans à prix réduit ! Découpez et complétez cette fiche et mettez-là à la poste

FICHE D'INSCRIPTION

Je, soussigné, déclare adhérer aux principes humanistes au verso et demande à l'**Association humaniste du Québec** de me recevoir comme membre.

*Nom, prénom : ……

*Adresse : ……

*Ville :……

*Code postal :……. Téléphone maison : ……

Téléphone travail: ……..Téléphone cellulaire : ……

*Courriel : ……Site web : ……

Profession : ……

Je règle ma cotisation de :

20$ (1 an) ❑ **35$ (2 ans)** ❑ **50$ (3 ans)**

et un don (**) de

❑ **20$** ❑ **50$** ❑ **100$** ❑ **autre .....**

par le moyen suivant :

❑ en espèces

❑ par chèque au nom de Association humaniste du Québec

❑ par notre site web (Paypal ou cartes de crédit) :

http://assohum.org.

Signature : ……..

Date : ……

*** Information requise** ****Pour tout cumul annuel de dons de plus de 35$ vous recevrez un reçu de charité en janvier de l'année prochaine**

Vous pouvez aussi vous inscrire en ligne en complétant ce formulaire sur notre site web : *http://assohum.org* ou bien en nous retournant le formulaire ci-dessus par la poste au Centre Humaniste Du Quebec 1225, boul Saint-Joseph E, Montréal, QC H2J 1L7